Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
1951
Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 juillet 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les épreuves de régularisation des officiers de la force navale", a donné en sa séance du 13 août 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 16e Juli 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de regularisatieproeven voor de officieren van de zeemacht", heeft ter zitting van 13 Augustus 1951 het volgend advies gegeven :

Comme l'intention du Gouvernement est de permettre aux officiers ayant réussi les épreuves de deuxième catégorie de présenter ensuite, s'ils le désirent, celles de première catégorie dans les délais prévus, il serait souhaitable de compléter le projet sur ce point. Tel est l'objet de l'article 6 proposé par le Conseil d'Etat.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme qui sont reprises dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL FIXANT LES EPREUVES DE REGULARISATION DES OFFICIERS DE LA FORCE NAVALE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, notamment l'article 35;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. - DES OFFICIERS DE PONT.

Article 1er.-

Les officiers de pont qui ne satisfont pas aux conditions prévues à l'article 35, § 1er, de la loi du 14 juin 1951, ne sont nommés dans le grade dont ils exercent l'emploi qu'à la condition de subir avec succès, avant le 23 juin 1954, un examen de régularisation.

Les candidats ont le choix entre l'examen de régularisation de première catégorie et celui de seconde catégorie.

Les officiers n'ayant réussi que l'examen du second degré, ne participent plus à l'avancement.

Article 2.-

L'examen de première catégorie comprend :

1° en navigation et pilotage :
   a) une épreuve orale et pratique de pilotage;
   b) une épreuve écrite portant sur la connaissance des formules de la navigation astronomique sans démonstration;
   c) une épreuve écrite de calcul nautique;

.../...

2° en armement et artillerie : une épreuve orale sur les armes et munitions en usage au corps naval, la défense contre avions et l'organisation des équipages;

3° une épreuve théorique et pratique de défense anti-sous-marine;

4° une épreuve théorique et pratique de déminage maritime;

5° une épreuve théorique et pratique en matière de communications;

6° une épreuve sur la connaissance du règlement international pour prévenir les abordages en mer et du règlement de police maritime;

7° une épreuve écrite sur l'organisation de la force navale et du corps naval, les caractéristiques des bâtiments de mer de la force navale et les missions du corps naval;

8° une épreuve écrite portant sur la connaissance et l'application pratique aux échelons corps et unité du règlement de discipline, du guide judiciaire bilingue et de la réglementation en matière d'accidents;

9° une épreuve écrite de culture générale comprenant :
a) un compte rendu ainsi qu'un commentaire d'une causerie ou d'un texte relatif à un sujet d'actualité ou tiré de l'histoire contemporaire ou du Congo;
b) l'étude d'une question propre à la force navale et la rédaction d'un exposé, d'une proposition ou d'un rapport à l'autorité.

Article 3.-

Sont dispensés :

1° de toutes les épreuves fixées à l'article 2, les officiers de pont qui, avant le 23 juin 1954, auront réussi l'examen de sortie de l'Ecole supérieure de navigation en ce qui concerne les matières suivantes : cosmographie, mécanique, physique du globe, instruments nautiques, navigation théorique, calculs nautiques, technique maritime, construction navale, théorie du navire et machines marines;

2° de toutes les épreuves fixées à l'article 2 à l'exception de celle fixée au 8°, les officiers issus du Royal Naval Collège de Dartmouth et les officiers en possession du certificat de navigateur délivré par la Royal Navy au cours de la guerre 1940-1945;

3° des épreuves fixées à l'article 2, 2°, 4°, 5° et 7°, les officiers issus du Royal Naval College de Greenwich;

4° des épreuves fixées à l'article 2, 1° a, et 6°, les officiers porteurs du "full watch keeping certificate" délivré par l'amirauté britannique;

5° de l'épreuve fixée à l'article 2, 2°, les officiers ayant suivi avec succès un "long gunnery course" à la Royal Navy;

6° de l'épreuve fixée à l'article 2, 3°, les officiers ayant subi avec succès l'examen final d'un cours de défense anti-sous-marine suivi dans une marine étrangère;

7° de l'épreuve fixée à l'article 2, 4°, les officiers porteurs du brevet de déminage maritime belge ou étranger;

.../...

8° de l'épreuve fixée à l'article 2, 5°, les officiers ayant subi avec succès l'examen final du "Verbindings cursus voor Zeeofficieren" de la"Koninklijke Nederlandse Marine"ou l'examen final d'un cours correspondant d'une autre marine étrangère.

Article 4.-

L'examen de seconde catégorie comprend :

1° en navigation et pilotage : une épreuve orale et pratique de pilotage;

2° en armement et artillerie : une épreuve orale portant sur les armes et munitions en usage à bord des dragueurs côtiers, la défense contre avions et l'organisation des équipages;

3° l'épreuve théorique et pratique de défense anti-sous-marine,prévue à l'article 2, 3°;

4° l'épreuve théorique et pratique de déminage maritime, prévue à l'article 2, 4°;

5° l'épreuve théorique et pratique en matière de communications,prévue à l'article 2, 5°;

6° l'épreuve sur la connaissance du règlement international pour prévenir les abordages en mer et du règlement de police maritime,prévue à l'article 2, 6°;

7° une épreuve écrite sur l'organisation du corps naval et sur les caractéristiques des dragueurs côtiers;

8° une épreuve écrite portant sur la connaissance et l'application pratique à l'échelon unité du règlement de discipline, du guide judiciaire bilingue et de la réglementation en matière d'accidents;

.../...

9° une épreuve écrite sur la connaissance de la langue maternelle du candidat; cette épreuve comporte la rédaction d'un compte rendu et d'un court commentaire d'un texte relatif à un sujet d'actualité ainsi que la rédaction d'un rapport de service.

Article 5.-

Les officiers exemptés de certaines épreuves de l'examen de première catégorie en vertu de l'article 3, bénéficient des mêmes exemptions pour les épreuves analogues de l'examen de seconde catégorie.

Article 6.-

Les officiers de pont ayant réussi l'examen de régularisation de seconde catégorie, sont admis à présenter, avant le 23 juin 1954, un examen sur les matières prévues à l'article 3 du présent arrêté sur lesquelles ils n'ont pas été interrogés à l'occasion de l'examen de régularisation de seconde catégorie.

Ceux qui réussissent cet examen complémentaire, sont considérés comme ayant satisfait à l'examen de régularisation de première catégorie.

CHAPITRE II. DES OFFICIERS TECHNICIENS.

Article 7.-

Les officiers techniciens qui ne satisfont pas aux conditions prévues à l'article 35, § 1er, de la loi du 14 juin 1951, ne sont nommés dans le grade dont

ils exercent l'emploi qu'à la condition d'obtenir, avant le 23 juin 1954, le brevet de mécanicien de première classe délivré par une école de navigation belge.

Article 8.-

§ 1er.- Les officiers techniciens qui ne satisfont pas aux conditions prévues à l'article 7, ne sont nommés dans le grade dont ils exercent l'emploi qu'à la condition de réussir, avant le 23 juin 1954, un examen comportant :

1° une épreuve écrite sur la connaissance de la langue maternelle du candidat, consistant dans la rédaction d'un rapport de service;

2° une épreuve orale sur les caractéristiques des machines des bâtiments de la force navale;

3° une épreuve pratique sur les connaissances générales des turbines, des moteurs et des machines à vapeur;

4° une épreuve écrite sur la connaissance du règlement de discipline, du guide judiciaire bilingue et de la réglementation en matière d'accidents.

§ 2.- Les officiers qui ont été nommés dans le grade dont ils exercent l'emploi après avoir réussi l'examen visé au § 1er, ne participent plus à l'avancement.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS GENERALES.

Article 9.-

Il est loisible aux candidats de présenter les épreuves faisant partie du programme de l'examen

.../...

qu'ils désirent subir par application des articles 2, 4, 6 ou 8 du présent arrêté, en une ou en plusieurs fois. Les candidats ne peuvent se présenter que deux fois à chacune de ces épreuves.

Les candidats doivent obtenir la moitié des points dans chacune des épreuves.

Article 10.-

Notre Ministre de la Défense nationale règle la composition et le fonctionnement des jurys et, en général, tout ce qui concerne l'organisation des épreuves.

Article 11.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Daar het de bedoeling van de Regering is de officieren die voor de examens tweede categorie zijn geslaagd, in de gelegenheid te stellen nadien, zo zij zulks verlangen, de examens eerste categorie binnen de gestelde termijnen af te leggen, ware het wenselijk het ontwerp dienaangaande aan te vullen. Zulks is het doel van artikel 6, door de Raad van State voorgesteld.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn in het ontwerp slechts vormwijzigingen aan te brengen, die in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE REGULARISATIE-EXAMENS VAN DE OFFICIEREN VAN DE ZEEMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht, namelijk op artikel 35;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I. - DEKOFFICIEREN.

Artikel 1.-

De dekofficieren die niet voldoen aan de voorwaarden bij artikel 35, § 1, van de wet van 14 Juni 1951 gesteld, worden in de graad waarvan zij de functie uitoefenen alleen benoemd op voorwaarde dat zij vóór 23 Juni 1954 met goed gevolg een regularisatie-examen afleggen.

De candidaten hebben de keuze tussen het regularisatie-examen eerste categorie en tweede categorie.

De officieren die alleen voor het examen tweede categorie zijn geslaagd, komen voor bevordering niet meer in aanmerking.

Artikel 2.-

Het examen eerste categorie omvat :

1° inzake zeevaartkunde en stuurmanskunst :
   a) een mondeling en practisch gedeelte over stuurmanskunst;
   b) een schriftelijk gedeelte over de kennis der sterrenkundige zeevaartformules zonder bewijs;
   c) een schriftelijk gedeelte over zeevaartkundige berekeningen;

2° inzake wapening en artillerie : een mondeling gedeelte over wapens en munitie in gebruik bij het zeekorps, de verdediging tegen vliegtuigen en de organisatie van de bemanningen;

.../...

3° een theoretisch en practisch gedeelte over duikboot-afweer;

4° een theoretisch en practisch gedeelte over zeemijn-ruiming;

5° een theoretisch en practisch gedeelte over verbindingen;

6° een gedeelte over de kennis van het internationaal reglement ter voorkoming der aanvaringen op zee en van het reglement der zeepolitie;

7° een schriftelijk gedeelte over de organisatie van de zeemacht en het zeekorps, de kenmerken van de zeeschepen der zeemacht en de opdrachten van het zeekorps;

8° een schriftelijk gedeelte over de kennis en de practische toepassing bij de echelons korps en eenheid, van het tuchtreglement, het tweetalig gerechtelijk handboek en de reglementering inzake ongevallen;

9° een schriftelijk gedeelte over algemene ontwikkeling, omvattend :

a) een beknopt verslag van en commentaar op een voordracht of een tekst over een actueel onderwerp of een onderwerp uit de hedendaagse geschiedenis of uit die van Congo;

b) de studie van een vraagstuk eigen aan de zeemacht en het opstellen van een uiteenzetting, van een voorstel of van een verslag aan de overheid.

.../...

Artikel 3.-

Worden vrijgesteld :

1° van alle examengedeelten in artikel 2 bepaald, de dekofficieren die vóór 23 Juni 1954 voor het eindexamen van de Hoge Zeevaartschool zijn geslaagd wat betreft de volgende vakken : kosmographie, werktuigkunde, natuurkunde van de aardbol, zeevaartinstrumenten, theoretische scheepvaart, zeevaartkundige berekeningen, zeevaarttechniek, scheepsbouwkunde, theorie van het schip en scheepsmachines;

2° van alle examengedeelten in artikel 2 bepaald, met uitzondering van het examengedeelte in 8° bepaald, de officieren die uit het Royal Naval College te Dartmouth zijn gekomen en de officieren die houder zijn van het getuigschrift van navigator door de Royal Navy tijdens de oorlog 1940-1945 uitgereikt;

3° van de examengedeelten in artikel 2, 2°, 4°, 5° en 7°, bepaald, de officieren die uit het Royal Naval College te Greenwich zijn gekomen;

4° van de examengedeelten in artikel 2, 1°, a, en 6°, bepaald, de officieren die houder zijn van het "full watch keeping certificate" door de Britse Admiraliteit uitgereikt;

5° van het examengedeelte in artikel 2, 2°, bepaald, de officieren die met goed gevolg een "long gunnery course" bij de Royal Navy hebben gevolgd;

6° van het examengedeelte in artikel 2, 3°, bepaald, de officieren die het eindexamen van een cursus over duikbootafweer, bij een vreemde zeemacht gevolgd, met goed gevolg hebben afgelegd;

7° van het examengedeelte in artikel 2, 4°, bepaald, de officieren die houder zijn van het brevet van zeemijnruiming, in België of in den vreemde verkregen;

.../...

8° van het examengedeelte in artikel 2, 5°, bepaald, de officieren die het eindexamen van de "Verbindingscursus voor Zeeofficieren van de Koninklijke Nederlandse Marine" of het eindexamen van een overeenstemmende cursus van een andere vreemde zeemacht met goed gevolg hebben afgelegd.

Artikel 4.-

Het examen van tweede categorie omvat :

1° inzake zeevaartkunde en stuurkunst : een mondeling en practisch gedeelte over stuurmanskunst;

2° inzake wapening en artillerie, een mondeling gedeelte over de wapens en munitie in gebruik aan boord van de kustmijnvegers, over de verdediging tegen vliegtuigen en over de organisatie van de bemanningen;

3° het theoretisch en practisch gedeelte over duikbootafweer, in artikel 2, 3°, bepaald;

4° het theoretisch en practisch gedeelte over zeemijnruiming, in artikel 2, 4°, bepaald;

5° het theoretisch en practisch gedeelte over verbindingen, in artikel 2, 5°, bepaald;

6° het gedeelte over de kennis van het internationaal reglement ter voorkoming der aanvaringen op zee en van het reglement der zeepolitie, in artikel 2, 6°, bepaald;

7° een schriftelijk gedeelte over de organisatie van het zeekorps en over de kenmerken van de kustmijnvegers;

8° een schriftelijk gedeelte over de kennis en de practische toepassing bij de echelon eenheid, van het tuchtreglement, het tweetalig gerechtelijk handboek en de reglementering inzake ongevallen;

.../...

9° een schriftelijk gedeelte over de kennis van de moedertaal van de candidaat; dit examen omvat het opstellen van een beknopt verslag van en een korte commentaar op een tekst over een actueel onderwerp, benevens het opstellen van een dienstverslag.

Artikel 5.-

De officieren die krachtens artikel 3 van sommige gedeelten van het examen eerste categorie zijn vrijgesteld, genieten dezelfde vrijstellingen ten aanzien van de gelijksoortige gedeelten van het examen tweede categorie.

Artikel 6.-

De dekofficieren die voor het regularisatie-examen tweede categorie zijn geslaagd, worden toegelaten om vóór 23 Juni 1954 een examen af te leggen over de in artikel 3 van dit besluit bepaalde vakken, waarover zij voor het regularisatie-examen tweede categorie niet zijn ondervraagd.

Degenen die voor dat bijkomend examen slagen, worden beschouwd als geslaagd voor het regularisatie-examen eerste categorie.

HOOFDSTUK II.- OFFICIEREN-TECHNICI.

Artikel 7.-

De officieren-technici die niet voldoen aan de voorwaarden bij artikel 35, § 1, van de wet van 14 Juni 1951 gesteld, worden in de graad waarvan zij de functie uitoefenen alleen benoemd op voorwaarde dat zij vóór 23 Juni 1954 het brevet van werktuigkundige eerste klasse, door een Belgisch zeevaartschool uitgereikt, bekomen.

.../...

Artikel 8.-

§ 1. De officieren-technici die niet voldoen aan de voorwaarden in artikel 7 gesteld, worden in de graad waarvan zij de functie uitoefenen alleen benoemd op voorwaarde dat zij vóór 23 Juni 1954 slagen voor een examen, omvattende :

1° een schriftelijk gedeelte over de kennis van de moedertaal van de candidaat, bestaande in het opstellen van een dienstverslag;

2° een mondeling gedeelte over de kenmerken van de machines van de schepen der zeemacht;

3° een practisch gedeelte over de algemene kennis van de turbines, motoren en stoommachines;

4° een schriftelijk gedeelte over de kennis van het tuchtreglement, het tweetalig gerechtelijk handboek en de reglementering inzake ongevallen.

§ 2. De officieren die, na geslaagd te zijn voor het in § 1 bepaalde examen, benoemd zijn in de graad waarvan zij de functie uitoefenen, komen voor bevordering niet meer in aanmerking.

HOOFDSTUK III.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 9.-

Het staat de candidaten vrij de gedeelten van het examen waaraan zij bij toepassing van de artikelen 2, 4, 6 of 8 van dit besluit wensen deel te nemen, in een of meer malen af te leggen. De candidaten

.../...

mogen zich slechts tweemaal voor ieder van die examengedeelten aanmelden.

De candidaten moeten in ieder examengedeelte de helft der punten behalen.

Artikel 10.-

Onze Minister van Landsverdediging regelt de samenstelling en de werking van de examencommissies en, in het algemeen, al wat betreft de inrichting van de examens.

Artikel 11.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONING :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
F.LEPAGE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,
E.VAN DIEVOET, assesseurs de la section de législation,
P.COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving,
G.PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : J.SUETENS, eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
F.LEPAGE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,
E.VAN DIEVOET, assessoren de la section de législation,
P.COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving,
G.PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat f.f.,

De w.n. Griffier van de Raad van State,

J.CYPRES,
Greffier adjoint,
Adjunct-griffier.